

The European Union and Occupied Palestinian Territories. State-Building without a State, Dimitris BOURIS, 2014, Londres et New York, Routledge, 214 p.

Mélanie Cambrezy

Volume 46, Number 1, March 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1033371ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1033371ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Cambrezy, M. (2015). Review of [*The European Union and Occupied Palestinian Territories. State-Building without a State*, Dimitris BOURIS, 2014, Londres et New York, Routledge, 214 p.] *Études internationales*, 46(1), 95–97.
<https://doi.org/10.7202/1033371ar>

Comptes rendus

THÉORIE, MÉTHODE ET IDÉES

The European Union and Occupied Palestinian Territories. State-Building without a State

*Dimitris BOURIS, 2014, Londres
et New York, Routledge, 214 p.*

Dans ce livre, Dimitris Bouris apporte une contribution aux études européennes ainsi qu'aux travaux sur la construction de l'État palestinien. Plus particulièrement, l'auteur analyse l'efficacité de l'Union européenne (UE) comme agent de construction de l'État (*state-builder*) en s'appuyant sur les activités de *peace-* et *state-building* mises en place dans les territoires palestiniens occupés.

Avant de dévoiler les critères sur lesquels il mesurera l'efficacité de l'UE, l'auteur prend soin de contextualiser son étude. Il effectue d'abord un survol bref mais suffisant de la littérature relative au *state-building* et à la construction de la paix libérale (chap. 1). Il offre ensuite un aperçu du rôle distinctif de l'UE dans le *peacebuilding* en rappelant à la fois les normes sur lesquelles reposent ses principes d'intervention et les outils à sa disposition (chap. 2). C'est à la fin de ce deuxième chapitre que l'auteur propose un cadre théorique visant à tester l'efficacité de l'UE comme « *state-builder* ».

Bouris insiste dans un premier temps sur l'importance de distinguer entre le produit final – c'est-à-dire l'État

construit à travers les programmes européens – et le processus par lequel l'État est construit. Puisque le dernier a un impact direct sur le premier, il convient de s'intéresser aux deux. L'auteur propose dans un second temps trois critères sur lesquels tester l'efficacité de l'UE qui englobent aussi bien le processus que le produit final : la légitimité ; la cohérence ; la régulation de la violence ou, autrement dit, la capacité de faire appliquer ses décisions. Le critère de légitimité concerne, d'une part, ce que fait l'UE (le processus) pour être vue comme un acteur légitime par la population locale, mais aussi à l'interne et à l'international. Ce critère vise, d'autre part, l'impact (le résultat) des politiques européennes de *state-building* sur la légitimité de l'État en construction. Le deuxième critère concerne la cohérence interne (entre différentes agences européennes) et externe (entre différents bailleurs) ainsi que la cohérence des relations entre l'UE et les élites locales. On notera qu'ici la distinction entre processus et résultat disparaît. Finalement, la régulation de la violence relève à la fois de la capacité de l'UE à mettre en place ses politiques (processus) et du rôle de l'UE dans le renforcement des capacités de l'État construit à faire de même (résultat).

Dans les chapitres 3 à 5, l'auteur revient sur les interventions européennes de *peace-* et *state-building* sous trois aspects : la politique de haut niveau, dont la diplomatie, les outils économiques et l'aide au

développement ; la réforme du secteur de la sécurité (RSS) ; la réforme du secteur judiciaire. Pour chacun de ces secteurs, les politiques et programmes de l'UE en Palestine sont d'abord précisément décrits. Ils sont ensuite évalués, regrettamment de manière rapide, à travers le cadre d'analyse proposé au chapitre 2.

De manière générale, l'auteur offre grâce à son cadre d'analyse une évaluation nuancée de l'efficacité de l'UE comme « *state-builder* » en Palestine. Si l'évaluation sur le critère de légitimité et de régulation de la violence est plutôt bonne, elle l'est moins sur celui de la cohérence. L'auteur rend compte de la complexité de ce qui fait ou non un « *state-builder* » efficace et permet d'avoir un jugement moins sévère quant au rôle de ces derniers. Plus encore, ce livre propose une excellente synthèse des programmes européens à l'égard des TPO. En ce sens, il constitue une monographie importante sur le rôle distinctif de l'UE en Palestine.

Cela étant, on regrettera un certain manque de rigueur et de profondeur dans l'analyse. En premier lieu, si le cadre théorique entend capturer l'efficacité de l'UE en termes de processus et de résultat, la distinction entre les deux n'est pas toujours claire. Elle disparaît dès l'exposé du cadre théorique au chapitre 2 dans l'analyse de la cohérence (voir ci-dessus). Elle n'est ensuite pas effectuée de manière systématique dans les parties analytiques des chapitres 3 à 5. En second lieu, l'analyse n'est pas toujours menée à terme. Si l'argument demeure valable, la démonstration est insuffisante. On retiendra un exemple illustratif de cette

faiblesse que l'on retrouve de manière récurrente dans l'ouvrage.

À la fin du chapitre relatif aux missions européennes de RSS (chap. 4), l'auteur argumente que celles-ci ont globalement permis de générer de la légitimité. Quatre critères sont constitutifs de cette légitimité : la cohésion et le consensus européen sur le contenu des missions ; la capacité à mobiliser d'autres acteurs ; la légitimité générale sur le terrain et l'appropriation locale (*ownership*). Je m'attacherai en particulier aux deux derniers. L'auteur avance que la mission de police EUPOL COPPS est généralement décrite comme une « histoire à succès » recevant le plein soutien de « toutes les parties concernées » (traduction libre, p. 121). Bien que l'auteur s'appuie sur des entretiens originaux pour soutenir ce point, on regrettera qu'il s'agisse uniquement des témoignages d'officiels européens et israéliens. Or, cette mission de police qui appuie un gouvernement jugé illégitime est contestée tant par la population palestinienne que par les membres du Hamas. Bien sûr, Dimitris Bouris soulève lui-même ce problème et souligne que, ce faisant, la mission n'a pas envoyé le bon message en termes d'État de droit et n'a pas pris la mesure des retombées politiques. Malheureusement, l'auteur n'explique pas les retombées en question et ne prend lui-même pas la mesure de leur impact sur la *légitimité* de la mission – critère de l'efficacité qu'il évalue. Plus loin, alors qu'il s'attache à la question de l'appropriation, Bouris rapporte le témoignage d'un officiel de l'OLP. Ici, la perception palestinienne est bien recueillie, mais c'est uniquement celle d'une frange de

la société. L'auteur donne à voir une partie palestinienne homogène, alors que celle-ci est divisée, en particulier sur la question des forces de sécurité qui constitue non seulement un des facteurs de la division, mais aussi la pierre d'achoppement des négociations de réconciliation entre le Hamas et le Fatah. En conclusion, le livre est empiriquement riche sur les politiques et les programmes européens dans les territoires palestiniens, mais analytiquement plus faible.

Mélanie CAMBREZY
*Département de science politique
 Centre d'études sur la paix
 et la sécurité internationale (CEPSI)
 Université de Montréal*

**Les excuses dans la diplomatie
 américaine.
 Pour une approche pluraliste
 des relations internationales**

*Jérémie CORNUT, 2014, Montréal,
 Les Presses de l'Université
 de Montréal, 179 p.*

L'auteur de cet ouvrage annonce bien son intérêt et l'objectif de son œuvre : démontrer que différentes théories de Relations internationales peuvent être employées, de façon complémentaire et cohérente, pour expliquer des événements ou phénomènes internationaux, y compris plusieurs aspects du même événement. Pour aller au-delà des considérations théoriques et épistémologiques, il s'intéresse particulièrement à la question des excuses publiques et formelles comme moyen de règlement de contentieux entre États souverains, notamment les États-Unis comme partie à ce contentieux, et ce, depuis le 19^e siècle.

L'ouvrage est divisé en deux parties : une première partie théorique comprend trois chapitres portant sur l'approche pragmatique dite d'éclectisme analytique, ou érotétique, sur la compatibilité et la cohérence de cette approche et sur la complémentarité de différentes explications théoriques pour un même sujet d'étude. La seconde partie comprend, elle aussi, trois chapitres : un premier chapitre porte sur la compréhension des excuses dans la diplomatie américaine ; un deuxième examine les excuses diplomatiques américaines selon trois spécialistes de Relations internationales ; et un troisième chapitre présente une étude de cas spécifique – l'incident de Hainan d'avril 2001 entre les États-Unis et la Chine. L'ouvrage est complété par une annexe très instructive d'une liste chronologique des excuses dans la diplomatie américaine depuis le 19^e siècle (p. 157-166).

Le livre commence par le constat qu'il y a une « guerre de paradigmes » et de théories au sein de la discipline de Relations internationales. De nombreux internationalistes souhaiteraient dépasser cette guerre, mais, selon l'auteur, la discipline manque d'outils à cette fin. C'est là que réside la plus-value de l'approche du pragmatisme basé sur ou conduit par des problèmes spécifiques (*problem-driven pragmatism*) que prône l'auteur. Au lieu de chercher la meilleure explication d'un problème donné exclusivement au sein d'une théorie ou d'un paradigme, d'élaborer une nouvelle théorie ou de juxtaposer des théories jugées pertinentes pour la compréhension du phénomène à l'examen, cette approche implique une démarche qui part des théories existantes et qui s'en